Tripoli, Libye, 13^e février (Infospluagabon) - Le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté, mercredi soir, la résolution 2510 appelant à un cessez-le-feu permanent en Libye, une première plus de dix mois après l'offensive de Haftar contre Tripoli et plusieurs réunions infructueuses de l'instance exécutive onusienne en raison des divisions entre les pays membres.

Quatorze pays ont voté en faveur de la résolution, tandis que la Russie s'est abstenue sur le projet initié par la Grande Bretagne pour la mise en place d'un cessez-le-feu permanent en Libye.

On rappelle qu'une trêve est entrée en vigueur depuis le 12 janvier à l'appel des présidents russe, Vladimir Poutine et turc, Recep Tayyip Erdogan, mais qui est régulièrement violée et n'a pu être pérennisée malgré une médiation à Moscou et la Conférence de Berlin, le 19 janvier dernier.

La résolution adoptée, mercredi, par le Conseil de sécurité salue les résultats de la Conférence de Berlin et les discussions qui ont eu lieu sur la Libye lors du Sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba.

Le 33^{ème} Sommet de l'Union africaine tenu, les 9 et 10 février, dans la capitale éthiopienne,

Addis-Abeba, a dénoncé les ingérences étrangères en Libye, retenu le principe de l'envoi d'observateurs militaires pour surveiller le cessez-le-feu précédés par l'envoi d'une mission d'exploration, ainsi que la tenue d'une Conférence de réconciliation inclusive en Libye et une plus grande coopération avec les Nations Unies dans les efforts de la recherche d'un règlement à la crise en Libye.

La Conférence de Berlin a souligné l'engagement des pays participants de haut niveau à respecter l'embargo sur les armes, à cesser tout acte de nature à attiser la tension ou entraîner l'escalade militaire, exhortant les belligérants à respecter la trêve en prélude à l'instauration d'un cessez-le-feu.

La résolution du Conseil de sécurité adoptée, mercredi, appelle aussi les États à cesser de soutenir et à retirer des mercenaires armés en Libye et à ne pas s'immiscer dans le conflit.

Les membres du Conseil de sécurité ont exigé que tous les pays cessent de fournir un soutien militaire à toutes les parties et à respecter la décision d'interdire les armes en Libye.

La résolution du Conseil de sécurité souligne que le Comité des sanctions envisage de désigner des individus ou des entités qui violent l'embargo sur les armes imposé à la Libye.

La résolution du Conseil de sécurité a condamné, par ailleurs le blocus imposé récemment par les forces de l'armée nationale du maréchal Khalifa Haftar sur les installations de pétrole et affirme que les ressources pétrolières appartiennent à tous les Libyens

Le Conseil de sécurité souligne la nécessité de préserver la richesse pétrolière de la Libye et de rester exclusivement sous le contrôle de la Compagnie nationale libyenne de pétrole.

Depuis le 18 janvier, les forces de Haftar ont fermé les ports et champs pétrolifères dans les régions du Sud, du Centre et de l'Est provoquant des pertes de production de plus de 800.000 b/j et 55 millions de dollars quotidiennement.

L'adoption de cette résolution quasi unanimement traduit la volonté de la Communauté internationale de trouver une solution politique à la crise en Libye, selon des analystes.

FIN/INFOSPLUSGABON/AUP/2020

© Copyright Infosplusgabon